

**LE VENEZUELA REJETTE LA DECISION DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE
PRETENDANT IMPOSER DES SANCTIONS AU PEUPLE VENEZUELIEN**

**REPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA
COMMUNIQUE**

La République bolivarienne du Venezuela rejette énergiquement la décision du Conseil de l'Union Européenne prétendant imposer des sanctions illégales, absurdes et inefficaces contre le Peuple du Venezuela. En violant ouvertement le Droit international et les principes sacrés de respect de la souveraineté, de l'autodétermination et de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, stipulés dans la Charte des Nations Unies, les institutions européennes montrent leur regrettable et honteuse subordination aux diktats du gouvernement des Etats-Unis. Suivant la ligne de conduite agressive de Washington, le Conseil Européen justifie ses actions par des arguments calqués sur les documents des sanctions contre le Venezuela et son Peuple prises récemment par l'administration Trump.

Le Conseil Européen prétend en outre convaincre le monde d'un consensus supposé entre Etats membres pour l'adoption de ces mesures hostiles, tandis que la réalité est que les grandes économies européennes ont exercé d'importantes pressions sur le reste des gouvernements et sur les institutions de l'Union Européenne, mettant en évidence les importantes inégalités et l'absence de démocratie interne dans l'«union».

Ce n'est pas une simple coïncidence que le Conseil de l'Union Européenne adopte ces mesures à la veille de la réactivation de la Table de dialogue nationale, en République Dominicaine, annoncée tant par l'Exécutif national que par l'opposition vénézuélienne. Loin de contribuer à la concorde et à la paix au Venezuela, l'Union Européenne a approuvé des décisions hostiles qui n'aboutiront qu'à l'échec du Dialogue national, cherchant à favoriser ceux qui ont provoqué la violence politique, la mort et la destruction comme mécanismes pour accéder au pouvoir par des voies inconstitutionnelles. Il est opportun de rappeler qu'avec l'élection démocratique de l'Assemblée nationale constituante, le Venezuela est retourné à la paix politique et sociale, les élections des gouverneurs des Etats se sont tenues récemment dans une paix totale et le 10 décembre prochain auront lieu les élections municipales, dans le cadre du chronogramme électoral de la démocratie vénézuélienne.

TRADUCCION NO OFICIAL

Il faut remarquer que ces prétendues sanctions non seulement constituent une agression contre le Peuple vénézuélien mais aussi contre presque un million d'européens qui ont choisi le Venezuela pour établir leur foyer et qui ont subi directement l'offensive de violence politique et économique provoquée par l'opposition pendant ces derniers mois. L'Union Européenne pose aussi un précédent dangereux dans ses relations avec l'Amérique Latine, en s'arrogeant l'autorité pour sanctionner un pays souverain pour la seule raison que son modèle de démocratie populaire ne correspond pas aux moules élitistes et corporatifs des régimes européens.

Les Peuples du monde et la Communauté internationale doivent savoir que la priorité du Venezuela ne sont pas les armes ni les équipements militaires et que dans l'absolu, cette inefficace opération médiatique et politique affecte notre sécurité intérieure. L'objectif du Gouvernement bolivarien est de préserver la paix nationale par la voie du dialogue et la recherche du développement avec justice sociale, surmontant les problèmes actuels.

A la différence des pays de l'Union Européenne, nous ne cherchons pas à détourner l'attention de problèmes en attaquant d'autres nations. Le Conseil Européen devrait empêcher que, comme cela a été le cas ces derniers jours, l'équipement des (forces de) l'ordre public ne soit utilisé par certains Etats membres pour la répression policière la plus inouïe, dans le but d'éviter le droit sacré de décider et de tenir des élections en démocratie et en paix.

La République bolivarienne du Venezuela réaffirme son inaliénable caractère indépendant et souverain et dénonce ces actes hostiles devant la Communauté internationale. Aucune décision des élites et de la bureaucratie européenne ne parviendra à briser la décision souveraine de notre peuple d'être libre. Le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela exige à l'Union Européenne de cesser ces actions inamicales et de se démarquer de l'agenda de guerre et intervention du gouvernement des Etats Unis qui tant de dommages a causé à notre pays et au monde. Nous réitérons que le Peuple vénézuélien, fidèle à son héritage de liberté et défenseur de son indépendance, restera ferme face à toute attaque ou menace et que le Gouvernement bolivarien du Venezuela se réserve la prise de décisions dans différents espaces pour garantir la paix et la souveraineté nationale.

Caracas, le 13 novembre 2017